

MENSUEL D'INFORMATION SUR LA FRANÇAFRIQUE ÉDITÉ PAR L'ASSOCIATION SURVIE

LA FRANÇAFRIQUE D'HIER À AUJOURD'HUI

Europe criminelle

Le Monde (31/10) a enquêté sur l'activité aérienne de Frontex, l'agence européenne de gardes-frontières. Il en ressort que « malgré son discours officiel [celle-ci] semble encourager les rapatriements de migrants en Libye, plutôt que sur les côtes européennes. Les données de vol du drone de Frontex montrent comment l'activité de l'agence européenne se concentre sur la zone où les migrants, une fois détectés, sont rapatriés en Libye », où « ils peuvent subir tortures, viols et détentions illégales. Des exactions régulièrement dénoncées par les Nations unies ». « Entre le 1er juin et le 31 juillet 2021, le drone de Frontex a passé 86 % de son temps de vol opérationnel dans cette zone », alors qu' « à peine plus de la moitié des situations de détresse localisées par l'ONG Alarm Phone y étaient enregistrées ».

On croit au Père Noël

Soucieux de ne pas se faire évincer du dossier, et des marchés post-conflits, le président Français a organisé une nouvelle conférence internationale sur la Libye (la troisième) le 12 novembre dernier. Il s'agit de faire pression de manière coordonnée sur les différents protagonistes afin que le calendrier prévu pour l'élection présidentielle prévue au 24 décembre soit respecté. C'est loin d'être gagné, parce que ni l'ancien (?) protégé de Paris et putschiste malheureux, le général Haftar, ni l'actuel Premier ministre, Abdelhamid Dbeibah, ni quelques autres concurrents ne semblent décidés à sacrifier la conquête du pouvoir, quel que soit le résultat des hypothétiques élections. Les chercheurs alertent aussi sur le risque d'une élection à tout prix alors même que la loi électorale est ambiguë, loin de faire consensus, le processus risquant de provoquer la

> reprise des affrontements qu'on voudrait éviter.

Bulletin fondé en 1993 par François-Xavier Verschave - Directrice de la publication Pauline Tétillon - Comité de rédaction R. Granvaud, D. Mauger, O. Tobner, Y. Thomas, R. Doridant, M. Bazin, P. Tétillon, T. Noirot, E. Cailleau, M. Lopes - **Ont contribué à ce numéro** B. Jaffré, J. Beurk, G. Delarue, J.-P. Cazard, N. Maillard-Déchenans - Image de couverture : John Beurk - Édité par Association Survie, 21 ter rue Voltaire - 75011 Paris- **Tél.** (+33)9.53.14.49.74 - Web http://survie.org et https://twitter.com/Survie - Commission paritaire n°0226G87632 - Dépôt légal décembre 2021 - ISSN 2115-6336 - **Imprimé par** Imprimerie Notre-Dame, 80 rue Vaucanson, 38830 Montbonnot Saint Martin

Diplomatie de la finesse

Alors qu'il tentait d'obtenir la participation du président algérien à son nouveau sommet pour la Libye, Macron a fait savoir qu'il regrettait « les polémiques et les malentendus engendrés par les propos rapportés » et témoignait son « plus grand respect pour la nation algérienne, pour son histoire et pour la souveraineté de l'Algérie » (AFP, 09/11). En octobre dernier, le président français avait évoqué la « rente mémorielle » du système « politico-militaire » algérien et s'était interrogé sur l'existence d'« une nation algérienne avant la colonisation française », renvo<mark>vant dos à dos</mark> colonisation française et ottomane. Ces propos avaient provoqué une quasi-rupture des relations diplomatiques. Le professeur Ali Bensaad estime pourtant que les grossières provocations du président français n'ont pas été une mauvaise affaire pour le régime algérien (RFI, 01/11) : « on dirait qu'il [Macron] a voulu aider le régime dans sa légitimation, alors que le régime était très isolé à l'intérieur et que la question mémorielle n'a plus aucune efficacité auprès de l'opinion publique. Mais que quelqu'un d'extérieur à l'Algérie non seulement s'en mêle, mais s'en mêle de la façon la plus négative, cela a été une sorte de bouée de sauvetage pour le régime. »

Merci qui ?

Selon Africa Intelligence (12/11), c'est grâce à la France que l'Union européenne, « peu disposée à épauler directement N'Djamena sous la présidence d'Idriss Déby (...) a accepté d'apporter un appui budgétaire exceptionnel au Tchad alors que les finances du pays sont au plus mal ». Officiellement, il s'agit de contribuer au financement du « dialogue national inclusif », que le nouveau pouvoir tchadien chiffre à la bagatelle de 227 millions d'euros. Argument massue : le soutien à la stabilité régionale, dans un contexte de guerre contre le terrorisme et de

lutte contre l'immigration. Parions que si la transition devait – pure hypothèse – se solder par le maintien des militaires au pouvoir, Paris proposerait spontanément de rembourser les sommes indûment versées...

Nouveau réseau françafricain?

Dans un article consacré à l'enquête judiciaire pour « trafic d'influence » dans le dossier Suez-Veolia, qui pourrait menacer le secrétaire général de l'Elysée Alexis Kohler, la journaliste de Mediapart (23/11), Martine Orange, rappelle que ce dernier est également « englué dans le conflit d'intérêts du dossier MSC », dissimulé pendant des années. Kohler est en effet très proche de la famille Aponte, principale actionnaire du groupe de transport et de croisières. Ce dernier a « bénéficié de soutiens exceptionnels de la part de l'État français » et « les pouvoirs publics continuent à porter une attention vigilante au développement de MSC, notamment en Afrique. Le groupe de transport maritime s'y déploie à grande vitesse, avec le soutien des relais français. L'Agence française de développement (AFD), dirigée par Rémy Rioux, et sa filiale Proparco paraissent y figurer au premier rang. » Selon les informations de la journaliste, « ce soutien affiché des pouvoirs publics à l'égard de MSC en Afrique serait une des causes du conflit entre Vincent Bolloré et Emmanuel Macron (...). En Afrique comme ailleurs, beaucoup de monde a compris, en tout cas, que MSC était un dossier à part à l'Élysée (...) Certains paraissent même calculer que faciliter la vie de l'armateur italo-suisse peut être un moyen d'accéder en direct au centre du pouvoir, pour y faire sa cour ou obtenir quelques avantages et influences. »

Déni de réalité

Le 3e référendum en Kanaky Nouvelle-Calédonie a vu le "Non" à l'indépendance l'emporter avec 96,5% des voix. Rien d'étonnant puisque seuls 44% des inscrits sont allés voter. L'appel à boycotter le scrutin, lancé par les indépendantistes en raison du contexte sanitaire, a été massivement suivi, en particulier dans les lieux peuplés en majorité par les Kanak où les urnes sont restées quasiment vides. Cela n'a pas empêché le président français et la quasi totalité des médias de saluer le choix des « Calédoniens » et de considérer cette abstention comme un 'non-sujet', niant ainsi l'expression du peuple kanak. Comme s'il suffisait de fermer les yeux, se boucher les oreilles et crier très fort pour changer la réalité... Nous vous reparlerons de cette actualité dans le prochain numéro de Billets d'Afrique.

n convoi de Barkhane à destination de Gao au Mali, a été bloqué à plusieurs reprises par la population en colère. Au Burkina Faso d'abord, puis au Niger. Des témoignages concordants indiquent que les militaires français ont fait usage de leurs armes à deux reprises pour libérer le passage. Au Burkina Faso, on compte cinq blessés par balle et plusieurs témoins cités par Libération (25/11) affirment qu'une militaire française a tiré en rafales vers le sol après des tirs de sommation infructueux. Version démentie par l'état-major à Paris. Au Niger, un communiqué du ministère nigérien de l'Intérieur a immédiatement reconnu « un usage de la force » qui a entraîné « deux morts et dix-huit blessés dont onze graves ». Mais il s'abstient de préciser qui

porte la responsabilité de ces tirs. Là encore, ces derniers sont attribués aux militaires français par des témoins interrogés séparément (Libération, 02/12). L'état-major concède que « les soldats français ont dû ouvrir le feu en tirant cette fois vers le sol face à une foule hostile et menaçante », mais assure qu'« aucun tir direct n'a été effectué ».

Même si des enquêtes indépendantes restent nécessaires pour établir précisément le détail des faits, ces premières informations auraient déjà dû déclencher un séisme dans la classe politique française et lancer un véritable débat sur les effets de la présence militaire française au Sahel. Au lieu de ça, le ministre des Affaires étrangères s'est contenté de mettre l'hostilité à la force Barkhane sur le compte « des relais d'opinion qui font aujourd'hui aussi de la guerre informative » (Le Monde, 22/11).

Au Burkina comme au Niger, les jeunes qui ont pris à partie le convoi de Barkhane étaient en effet sincèrement convaincus que les militaires français transportaient des armes pour les djihadistes, rumeur

omniprésente sur les réseaux sociaux depuis des mois. Mais le crédit croissant donné à ces mensonges ne s'explique pas par l'activisme de trolls à la solde d'autres puissances étrangères : il est d'abord le symptôme et la conséquence d'une colère plus profonde contre l'ancienne puissance coloniale et des gouvernements qui paraissent à sa solde. Depuis 8 ans, en dépit des annonces récurrentes sur les « succès tactiques » contre les djihadistes, ils sont en effet incapables d'empêcher la situation sécuritaire de se dégrader toujours davantage. Les Maliens et les Burkinabès voient leurs militaires démunis et abandonnés par leurs hiérarchies corrompues se faire massacrer, tandis que la force Barkhane étale sa puissance. Ils voient l'arrogance des autorités politiques

françaises, qui ferment les yeux sur la prédation et la répression des dirigeants africains, mais les convoquent ou leur font la leçon si les stratégies françaises en matière de « guerre contre le terrorisme » ou de lutte contre l'immigration ne sont pas suivies à la lettre.

Ne pas comprendre l'origine de cette colère, ou refuser de

l'admettre, et croire qu'on va la calmer par une réactualisation de la doctrine militaire en matière de « lutte informationnelle » est plus que de la stupidité : c'est une faute politique majeure qui conduira nécessairement à la réédition des ces drames. L'armée française devratelle à nouveau tirer sur ceux et celles qu'elle prétend protéger pour poursuivre une stratégie de « neutralisation » des djihadistes qui a fait la preuve de son échec ?

Raphaël Granvaud

« Barkbane vous protège » est l'intitulé d'un tract distribué au nord du Mali par les militaires français, mais traduit par « Barkbane vous surveille » en langue locale.

YOUS PROTÈGE >

BARKHANE

Sommaire

- LES BRÈVES DE LA FRANÇAFRIQUE
 - ÉDITO « Barkhane vous protège »
 - ADRESSE à nos lecteurs et lectrices
 - BURKINA-FASO Au bord de l'effondrement
 - BANDE-DESSINÉE Un problème blanc
- GUINÉE-CONAKRY France-Guinée : retour sur une relation inégale et toxique
- 12 INTERVIEW Histoire(s) et présent de la Françafrique
- **TOUTE HONTE BUE**

À NOS LECTEURS ET LECTRICES

Vous l'aurez remarqué, la parution de Billets d'Afrique est quelque peu aléatoire ces derniers mois, voire ces dernières années. Quelques mots d'explications et d'abord, un petit historique...

e premier numéro de *Billets d'Afrique* et d'ailleurs paraît en septembre 1993, pendant de nombreuses années il est rédigé presque intégralement par François-Xavier Verschave. Un vrai marathon chaque mois, pour assembler quantité de « billets » : ces informations éparpillées sur les « avatars » de la politique françafricaine, qu'il s'agit de sortir de l'ombre.

C'est au début des années 2000 que les contributeurs et contributrices à Billets d'Afrique augmentent, avec la création d'un comité de rédaction. En 2003, Verschave commence à passer la main et les directeurs de rédaction se relaient pour continuer à faire vivre le mensuel : Pierre Caminade de 2003 à 2007. Raphaël de Benito de 2007 à 2013, le binôme Thomas Noirot et Mathieu Lopes de 2013 à 2019. En juin 2005, Verschave est trop malade pour faire l'édito : Odile Tobner prend le relais et, jusqu'en mars 2016, régale ou parfois offusque nos abonné.es de sa plume inspirée de décennies de lutte contre le néocolonialisme français. Depuis 2019 nous avons fonctionnement collégial, avec une coordination de numéros tournante grâce au renfort de Marie Bazin, Emma Cailleau, Pauline Tétillon.

Les auteurs et autrices (moins nombreuses...) se succèdent et se renouvellent aussi. Citons notamment Sharon Courtoux qui y a occupé une place prépondérante, avec ses écrits mais aussi grâce à ses liens avec des militant.e.s africain.e.s qui trouvaient dans Billets un relais pour leurs informations et analyses. Le journal est aussi un outil essentiel pour encourager la recherche militante, caractéristique du combat de Survie depuis les années 1990. C'est un lieu d'apprentissage qui permet aujourd'hui encore à des militant.e.s d'y faire leurs premières "armes" en matière d'écriture et de recherche, avant de se lancer parfois sur des formats plus longs: brochures, livres. Accompagner ces nouvelles personnes représente un certain temps pour le comité de rédaction, mais permet de conserver des contributeurs et contributrices régulier.e.s et varié.e.s, pour éviter que le(s) rédac-chef(s) ne se retrouvent à écrire la majorité du numéro, comme c'est déjà arrivé par le passé...

Un contenu en évolution

Ces changements et renouvellements ont nécessairement amené des évolutions dans la forme et le contenu de Billets. Le plus visible, ce sont bien sûr les changements de maquette. Des feuillets A4 en noir et blanc des débuts, à la maquette en couleurs « presque pro » d'aujourd'hui, on a fait du chemin! Les dessins de John Beurk ont permis d'illustrer (enfin) les articles à partir de 2010 et les photos occupent la Une depuis 2013. Depuis quelques années, nous sommes animé.e.s par la volonté de rendre le contenu de Billets plus lisible et plus... aéré! On a encore quelques progrès à faire! En 2019, un gros travail a également été fait pour mettre en ligne l'intégralité des numéros (nous avions presque deux ans de retard) et s'y tenir régulièrement, grâce à la détermination de Loïc et Marylène.

Au-delà de la forme, nous constatons aussi une évolution progressive du fond, qui semble se dessiner naturellement et qui est liée aux nouvelles modalités de circulation de l'information. Alors qu'à ses débuts, Billets visait à diffuser des informations peu accessibles, étant alors une des rares publications traitant de la Françafrique, le contexte est aujourd'hui un peu différent : de grands médias comme Le Monde ou Le Point se sont dotés de services en ligne dédiés à l'Afrique, des cellules d'investigation font sortir au grand jour nombre d'informations secrètes et les réseaux sociaux permettent de faire circuler instantanément les informations. Progressivement, Billets d'Afrique a tendance à se concentrer sur les sujets qui nécessitent un décryptage très régulier et précis, face au rouleau compresseur de la communication officielle : c'est le cas en particulier des opérations militaires extérieures ou de la complicité de la France dans le génocide des Tutsis. La perspective de faire un dossier dans le journal devient un des moteurs de certains groupes de travail internes à l'association, comme sur la Kanaky. Par ailleurs, le contenu est aussi le reflet des réflexions et

intérêts des militant.e.s de Survie (et d'ailleurs). Confronté.e.s aux perpétuelles adaptations de la Françafrique et à ses effets sur « l'opinion publique » (une démobilisation, puisque la Françafrique serait moribonde), nous nous questionnons sur ce qui peut encore susciter de l'intérêt et de l'action, sur ce que l'analyse de la Françafrique apporte à d'autres luttes (et réciproquement). Cela amène certain.e.s d'entre nous à explorer les liens entre notre combat et des thématiques connexes : l'écologie, les violences policières...

Toujours motivés, mais un peu fatiqués

Tout cela ne vous explique pas comment fonctionne Billets concrètement, ni nos difficultés actuelles... Le novau dur qui fabrique chaque numéro ne représente que 2 à 5 personnes (selon les mois...), pour qui il s'agit de coordonner le numéro, trouver les auteurs ou autrices, les relancer, les accompagner, trouver des solutions alternatives quand certains articles prévus n'arrivent pas dans les temps, écrire soi-même quand on trouve le temps (car on aime bien écrire aussi, pas seulement organiser!) et enfin faire la "maquette" (c'est-à-dire la mise en page), puis les relectures, le tout entièrement bénévolement. Et tout cela recommence chaque mois, alors même que les propositions d'articles ne se bousculent pas au portillon! L'été dernier, les problèmes d'imprimeur, qui ont privé nos abonné.es de deux numéros, nous ont un peu découragé.es. Alors en toute franchise : en ce moment nous sommes un peu fatigué.es, souvent pris par d'autres impératifs professionnels ou personnels, et nous peinons à retrouver le rythme régulier des publications. Mais la bonne nouvelle c'est que nous sommes toujours motivé.es et que nous réfléchissons à des solutions, car Billets est un pilier pour la production et la diffusion des analyses de Survie.

Si vous avez des questions, des propositions et même des encouragements ou des critiques, vous pouvez nous écrire sur cette adresse: billetsdafrique@survie.org

Marie Bazin

LE BURKINA AU BORD DE L'EFFONDREMENT

Depuis plusieurs mois la situation se dégrade au Burkina Faso, les attaques se multiplient, la population manifeste sa colère contre le gouvernement et l'intervention française n'a jamais été aussi impopulaire.

amais depuis l'indépendance une crise au Burkina n'a été aussi grave. Le Burkina semble s'enfoncer dans une crise politico-militaire, sans qu'aucune perspective ne se dessine.

De nombreuses attaques se produisent très régulièrement, laissant de nombreuses victimes. Il y a peu, les dits terroristes1 s'en prenaient aux civils, parfois aux religieux, avec pour objectif clair de faire fuir les personnels administratifs et les habitants, s'ils ne respectaient pas leurs consignes. Le 4 juin, l'attaque de la ville de Solhan, située à proximité d'un site d'orpaillage, avait beaucoup choqué : elle avait fait 132 victimes, sans que l'armée n'ait été capable d'intervenir à temps, alors qu'une garnison n'était distante que d'une quinzaine de kilomètres. Les incursions menaçantes touchent de nouvelles régions plus au sud que le grand nord du Burkina. Les terroristes semblent se déplacer à leur gré dans de nombreuses régions, souvent par groupe de dizaines ou centaines de motos. Ils promettent même de revenir s'ils ne sont pas entendus. L'armée parait dépassée et manquant de renseignements.

La population n'en peut plus. Si Ouagadougou semble vivre dans une certaine insouciance, de nombreuses villes voient affluer des déplacés fuyant l'insécurité. Depuis déjà plusieurs mois, de nombreuses manifestations se déroulent dans les grandes villes du nord et de l'est, les plus touchées par les attaques. Elles dénoncent très clairement l'incompétence du gouvernement et l'incapacité de l'armée. Elles sont souvent à l'origine de coalitions locales, mais d'autres fois, avec un certain décalage, elles sont à l'appel de l'opposition politique dirigée par le CDP (Congrès pour la démocratie et le progrès, le parti de Blaise Compaoré). La guerre frappe souvent aux portes de ces villes qui accueillent dans un élan de solidarité sans faille, des dizaines de milliers

1. La presse burkinabè parle d'Hommes Armés Non Identifiés (HANI) pour souligner la variété de ces groupes, qui ne sont pas tous "djihadistes".

de déplacés.

Inata, l'attaque de trop

Le 14 novembre, l'attaque d'Inata, une localité au nord du pays, a fait l'effet d'un électrochoc. Bilan: 57 tués dont 53 gendarmes, après un assaut de dizaines de motos accompagnées de pickup munis de mitrailleuses, attribué au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, affilié à Al-Qaeda. 113 gendarmes et 5 civils étaient présents dans le camp. Un carnage doublé d'une grave défaite militaire. Le même jour une autre garnison à Kelto était attaquée mais selon un communiqué officiel de l'armée, les forces de défense et de sécurité burkinabè (FDS) et les volontaires pour la défense de la patrie (les VDP, un corps créé en 2020 par le gouvernement) ont pu la repousser. Et le 21 novembre, l'attaque d'un détachement de gendarmerie à Foubé, dans la province du Sanmatenga, a tué une dizaine de civils et neuf gendarmes.

La colère grandit au fur et à mesure que les informations sur le drame d'Inata se précisent. Dramatiques et révoltantes s'il en est! Lefaso.net, média numérique de référence, fait rarissime, est sorti de sa neutralité le 23 novembre. On peut lire dans un éditorial intitulé « Inata la grande honte de la muette » des extraits d'un message radio, daté du 12 novembre, issu de la garnison se plaignant d'une « rupture totale de provision alimentaire » obligeant les soldats à abattre les animaux alentours pour se nourrir et ce depuis 2 semaines. Et plus loin un « groupe qui se présente comme les "gendarmes de la mission Dablo/Foubé" révèle que "avant le mois de mars 2021, tous ceux qui ont effectué des missions dans ces deux zones n'ont reçu que la moitié des primes. Aucune prise en charge sanitaire". "Pourquoi ?" s'exclame le groupe qui dit n'avoir eu que des promesses de la part de ses supérieurs qui sont responsables de ces coupures ». Les gendarmes étaient donc abandonnés à eux-mêmes sans nourriture depuis près de 2 semaines!

Nouvelles promesses présidentielles

Une première réaction du président Roch Marc Christian Kaboré arrive d'abord le 17 novembre sous forme de condoléances. Et après un très long silence gouvernemental, la réponse aux manifestations qui se multiplient dans le pays intervient dans un discours le 25 novembre à 23h30 ! Il annonce le lancement d'une enquête administrative suivie de sanctions et de poursuites judiciaires, des changements dans la hiérarchie militaire, l'envoi sur le terrain des chefs militaires souvent accusés dans les réseaux sociaux de rester en sécurité à Ouagadougou, une équipe gouvernementale resserrée. Mais aussi ce qui est nouveau, et très attendu, une opération mains propres pour vider tous les dossiers pendants de corruption pour « mettre fin aux dysfonctionnements inacceptables qui sapent le moral de nos troupes combattantes et entravent leur efficacité dans la lutte contre les groupes armés terroristes ».

Quelle crédibilité accordée à ces déclarations? Alors que de nombreux partis ont rejoint la majorité présidentielle après les élections, le chef de l'État apparaît bien seul pour affronter la crise, bien faible même, si tant est qu'il ait vraiment la volonté politique d'affronter les problèmes qui assaillent le pays. Même le MPP (Mouvement du Peuple pour le progrès), ce méga parti, issu juste à temps d'une scission du CDP (Congrès pour la démocratie et le progrès, le parti de Blaise Compaoré, ayant obtenu la majorité absolue lors des précédentes élections), semble aphone devant la gravité des évènements. Il s'est contenté d'appeler à « fédérer des énergies contre le terrorisme ». Seul est monté au créneau l'UNIR MPS (Union pour la renaissance, Mouvement patriotique sankariste), appartenant à la majorité présidentielle. Son président, Me Bénéwendé Sankara, a proposé lors d'une conférence de presse, des changements dans l'armée et la mise en place de l'état d'urgence et de l'état de siège.

Déjà lors des nombreuses grèves des années 2016 et 2017 à l'appel des syndicats demandant des augmentations de salaire, des voix s'exprimaient dans le pays dénonçant la faiblesse du gouvernement qui satisfaisait ces revendications alors que la guerre s'amplifiait.

En réalité, la corruption et les dysfonctionnements de l'armée sont dénoncés depuis de nombreuses années sans que le gouvernement n'ait engagé d'action pour y remédier.

Corruption et graves dysfonctionnements

Les FDS (Forces de défense et de sécurité) qui affrontent les terroristes subissent de très graves revers, suivis parfois de quelques communiqués de victoire annonçant la mise hors d'état de nuire de dizaines de terroristes. Malheureusement le doute s'est installé depuis que par le passé, de simples civils ont été qualifiés de terroristes. Des organisations de la société civile, comme le MBDHP (Mouvement burkinabè des droits humains) dénoncent régulièrement les exactions des militaires. La population qui ne ménage pas ses déclarations de soutien aux FDS ne cesse de déplorer les pertes militaires et civiles. Elle découvre avec stupeur, mêlée d'une colère grandissante, les très graves dysfonctionnements de l'armée. Les militaires au front ne touchent plus leurs primes depuis plusieurs mois, une information reprise dans la presse. A Inata, c'est un cantonnement isolé et abandonné par sa hiérarchie qui a été massacré. La moitié environ des gendarmes ont été tués, on ne sait pas ce que sont devenus les autres, s'ils ont été blessés, évacués ou enlevés.

Ra-Sablga Seydou Ouedraogo, directeur de l'institut de recherche indépendant Free Afrik, était interrogé sur la chaîne burkinabè 3TV le 25 novembre. Dès janvier 2017, a-t-il déclaré, l'institut Free Afrik a publié un rapport intitulé "Burkina Faso 2016/2017 : s'éloigner du précipice ; engager le renouveau" dans lequel les dysfonctionnements actuels étaient déjà signalés, et notamment la corruption des officiers. : « Rien n'a été fait depuis », a-t-il lancé avec colère.

Concernant les moyens aériens de l'armée, questionné lors du débat à l'Assemblée nationale, le ministre de la Défense le général Aimé Barthélémy Simporé a déclaré : « Vous avez parlé des capacités aériennes, nous les renforçons. Bientôt, d'ailleurs, nous allons vous présenter de nouvelles acquisi-

tions en matière d'outils aériens ». Ce débat a permis de rendre public les chiffres prouvant l'accroissement des moyens mis à la disposition de la défense. Ainsi, le portefeuille de la défense et de la sécurité est passé de 157,97 milliards de FCFA en 2016 (240 millions d'euros) à 428,32 milliards de FCFA en 2021 (652 millions d'euros)! Pourtant, lors de l'attaque de Sohlan en juin 2021, le ministre de la sécurité questionné sur l'absence d'hélicoptère avait déclaré « L'hélicoptère ne vole pas à toute heure. Il faut un certain équipement pour pouvoir voler de nuit »2. Plus grave, un bruit récurrent court selon lequel des hélicoptères achetés par l'armée ne sont pas opérationnels. Ce serait l'œuvre de circuits mafieux d'achat d'armes, que dénonce aussi Ra-Sablga Seydou Ouedraogo dans son interview. 48 heures après l'attaque d'Inata, des troupes d'élite de la gendarmerie ont pu reprendre le contrôle de cette position mais c'est d'abord un Transall C-160 de l'armée française qui les a transportés avec leur matériel à Djibo, la ville la plus proche, puis un hélicoptère français a fait la navette à partir de Djibo pour les transporter sur place.3

Kaya contre la présence française

Kaya est une ville située à une centaine de kilomètres au nord-est de Ouagadougou et qui accueille des milliers de déplacés. Elle est située sur la route du nord qu'empruntaient jusqu'ici très régulièrement les importants convois militaires composés de plusieurs dizaines d'engins espacés parfois de plusieurs kilomètres, jusqu'ici sans incident.

Le passage d'un de ces convois militaires français a récemment suscité de fortes oppositions populaires. Les tentatives de blocage ont commencé à Bobo Dioulasso, la seconde ville du pays, le 16 novembre, puis à Ouagadougou le 17 novembre, mais ont été rapidement dispersées. C'est une manifestation d'une toute autre ampleur qui s'est déroulée à Kaya à partir du 18 novembre. Les échos de ces précédentes tentatives de blocage ainsi que des appels à la radio locale ont rapidement fait sortir des centaines puis des milliers de personnes, après que les organisateurs sur place, mal identifiés, aient fait le tour des différents établissements sco-

laires de la localité pour ramener des renforts. Les appels à manifester vont jusqu'à raconter que ce convoi, à destination de Gao, contenait des armes à destination des « djihadistes »!

Alors que partout dans le pays les manifestations fustigent le gouvernement et ses insuffisances, exigeant souvent la démission de président Roch Marc Christian Kaboré, à Kaya seule l'armée française est visée.

Cette fois, le convoi est bloqué et bien bloqué. Les réseaux sociaux sont envahis de messages de soutien. Plusieurs leaders d'opinion tentent vainement d'expliquer que si ce convoi est là, c'est qu'il existe des accords entre le gouvernement et l'armée française et qu'il convient plutôt de s'adresser au gouvernement. Un communiqué du Balai citoyen publié le 20 novembre, silencieux sur ces évènements, remet les responsabilités gouvernementales au premier plan.

Tout ce que la localité compte de notables, autorités politiques, chefs traditionnels, chefs religieux, tentent de négocier pour que le convoi puisse repartir, sans succès. Les FDS burkinabé tentent de maintenir la foule avec beaucoup de retenue. Des vidéos ont montré des jeunes ayant réussi à ouvrir un container et vider quelques caisses à la recherche d'armes. Deux des camions appartenant à l'armée burkinabé, remplis de nourriture à destination des garnisons du nord, furent finalement autorisés à passer. Une militaire française va tirer sur la foule occasionnant plusieurs blessés comme le rapporte un reportage de la journaliste Agnès Faivre (Libération, 25/11/2021). Elle a pu interroger plusieurs manifestants et rapporte l'état d'esprit des manifestants. « "Pendant que les attaques s'amplifient chez nous, on voit passer ces convois, tous les trois ou quatre mois. Si nos soldats avaient eu l'armement des Français à Inata, ils auraient pu combattre", complète Abdoulaye Ouedraogo, étudiant de 27 ans et secrétaire de l'association des élèves et étudiants de Kaya. "Et puis nos soldats tombent. Leurs



CC Peter Fitzgerald, traduction française par Joelf

^{2.} http://touteinfo.com/spip.php?article3550

^{3.} https://www.wakatsera.com/attaques-terroristes-les-burkinabe-reprennent-le-controle-dinata

7

convois sont visés par des engins explosifs. Les Français passent sur les mêmes axes, mais on n'a jamais appris qu'un convoi français a été attaqué." Et l'homme de s'interroger sur les "armes puissantes" des djihadistes. "Qui leur donne ?" On demande : dans quel but la France les armerait-elle ? "Nous, ce qu'on sait, c'est que la France n'a pas d'amis. Elle n'a que des intérêts", balaie calmement Ouedraogo. »

En réalité, les explications manquent sur les revers de l'armée à cause d'une communication déficiente. Secret défense ? La colère et le désarroi laissent la population à la merci d'activistes peu scrupuleux qui diffusent des informations mensongères. A chaque nouvelle attaque d'envergure, les Burkinabè s'interrogent : avec tous ces satellites, les réseaux de renseignements occidentaux ne sont-ils pas informés? Pourquoi ne préviennent-ils pas nos soldats? Ce déficit de communication sur les accords entre l'armée française et les FDS burkinabè laissent la place à toute sorte de supputations. Au Burkina, selon nos informations, l'armée française n'intervient que lorsque les autorités burkinabè la sollicitent. La coopération est-elle efficace? N'y a-t-il pas de la part du Burkina une volonté d'indépendance? Autant de questions sans réponse.

Pour éviter de nouvelles manifestations et éviter la communication entre les manifestants, le gouvernement va bloquer l'internet mobile, rajoutant un motif supplémentaire de mécontentement.

Le convoi va rester bloqué 6 jours avant de pouvoir reprendre la route vers le Niger, où il se trouvera de nouveau confronté à des manifestants dans la localité de Tera. Deux manifestants vont y perdre la vie, après des tirs de l'armée française pour dégager la voie, tandis que 18 sont blessés dont 11 gravement selon un communiqué de l'armée nigérienne (*France 24*, 29/11/2021).

Nouvelles manifestations antigouvernementales

De nouveau les attaques d'Inata et de Kelto ont fait descendre dans la rue des milliers de manifestants exprimant leur colère contre le gouvernement, avec des appels à la démission du président, et parfois même des appels à un coup d'État. Un véritable ras le bol s'est emparé des Burkinabè. Si le blocage de Kaya a entrainé un fort engouement parmi la jeunesse, de nombreuses voix moins juvéniles appellent à plus de retenue, expliquant qu'un coup d'État ne ferait

qu'aggraver la situation, notamment le maire très respecté de Dori, la grande ville du nord.

Une coalition dite "du 27 novembre" appelait depuis plusieurs jours à manifester ce samedi 27 novembre. De nombreuses échauffourées ont éclaté à Ouagadougou, avec notamment des dégradations d'immeubles publics. Le nombre de manifestants est resté modeste au vu des photos publiées dans la presse. Il est vrai que la manifestation étant interdite, les forces de l'ordre ont dispersé toute tentative de rassemblement.

Les jours qui viennent seront déterminants. La réaction risque d'être vive si le président ne respecte pas ses dernières promesses. Mais la situation n'a rien à voir avec celle ayant précédé la fuite de Blaise Compaoré. Il n'y a pas de leaders capables de canaliser la jeunesse, alors qu'à l'époque les Sams'K Le Jah ou Smockey, alors respectés et écoutés comme leaders à la tête du Balai citoyen, avaient de l'autorité, réussissant à limiter la violence. Et les manifestations de rue massives étaient parfaitement encadrées. Par ailleurs, l'opposition qui alors parlait d'une seule voix paraissait en mesure d'assumer le pouvoir, même si ce sont finalement les leaders de la société civile (hors du Balai citoyen) qui ont essentiellement œuvré à la mise en place de la Transition.

La présence française en question

Les blocages qui ont gravement perturbé le convoi de l'armée française en route pour Gao ont démontré une impopularité importante jamais égalée jusqu'ici. Même si ce convoi a représenté un exutoire à l'explosion de colère des populations après l'attaque d'Inata, la désinformation affirmant que les armes étaient destinées aux terroristes, ne peut à elle seule expliquer le développement de cette colère, qui, nous l'avons vu, a bien d'autres motifs.

Les réflexions critiques sur l'échec de la politique française se multiplient en Afrique comme en France. Cité par *Médiapart* (29/11/2021), Niagalé Bagayoko, présidente de l'African Security Sector Network (ASSN), explique : « Force est de reconnaître aujourd'hui que là où l'armée française opère, l'insécurité s'accroît. Pour beaucoup de gens, non seulement elle est incapable de régler les problèmes d'insécurité, mais en plus, elle risque de les aggraver. »

Il apparaît difficile aujourd'hui pour le gouvernement français de ne pas repenser sérieusement sa stratégie, notamment parce que chaque convoi risque dorénavant d'être perturbé. Coincée entre sa volonté de défendre sa place de grande puissance dans la lutte contre le terrorisme, les difficultés des régimes en place, peu mobilisés par les problèmes sociaux des populations éloignées de la capitale, et leurs armées affaiblies par de graves dysfonctionnements internes, la France n'a guère de véritable marge de manœuvre. Se retirer en ordre ? Ce serait reconnaître sa défaite. Renégocier avec les gouvernements ses interventions ?

La situation politique et sécuritaire actuelle est particulièrement inquiétante et les populations civiles du Sahel, en première ligne, paient un lourd tribut dans la guerre contre le terrorisme menée au Sahel.

Bruno Jaffré

NDIR: Cet article a initialement été publié, dans une version plus longue, sur le blog Médiapart de l'auteur, le 2 décembre 2021. Depuis, et suite aux manifestations dans le pays, le gouvernement burkinabè a annoncé sa démission le 8 décembre.

REVENDICATIONS LOCALES

En avril 2021, la "Coalition citoyenne pour le Sahel" (https://www.sahelpeoples-coalition.org/) a publié un rapport intitulé "Sahel, ce qui doit changer. Pour une nouvelle approche centrée sur les besoins des populations". Constatant l'échec de la stratégie sécuritaire poursuivie à ce jour, ce dernier proposait une analyse de la situation, de nouvelles orientations pour inverser la tendance et des indicateurs pour évaluer l'efficacité des mesures. Les propositions sont organisées autour de quatre

"piliers citoyens", dont les principes peuvent sembler évidents, et qui ne sont pourtant toujours pas mis en œuvre : 1) Faire de la protection des civils et de la sécurité humaine la priorité stratégique de toute intervention au Sahel ; 2)Concevoir des stratégies politiques globales visant à répondre aux causes profondes de l'insécurité, particulièrement en matière de gouvernance ; 3) Répondre aux urgences humanitaires ; 4) Combattre l'impunité et garantir l'accès à la justice pour tous.



Un problème blanc (vf)

Dans cette BD au même ton sarcastique que ses dessins de presse, John Beurk tente de montrer la continuité de la construction de la pensée raciste pro-blanche au cours des cinq siècles qui séparent la "découverte du nouveau monde" des transhumanistes.



Nous en publierons chaque mois une à deux planches dans Billets d'Afrique

FRANCE-GUINÉE : RETOUR SUR UNE RELATION INÉGALE ET TOXIQUE

Connue pour être le seul pays à s'être opposé à De Gaulle et son projet de "communauté", la Guinée a subi les foudres de l'ancien colonisateur qui ne l'a jamais laissée sortir de son giron. D'espoirs déçus en coups d'Etat, elle a connu à partir des années 1980 une succession de régimes dictatoriaux qui ont bénéficié d'un soutien politique et militaire continu de la France, et la population guinéenne a payé un très lourd tribut à la répression. Le récent coup d'Etat du 5 septembre nous amène à revenir sur cette histoire.

a France a colonisé la Guinée à la fin du XIX siècle (1891). Malgré de très fortes résistances anticolonialistes, la défaite de Samory Touré en 1898 marque l'annexion totale du pays. Les ressources sont pillées, l'esclavage, aboli seulement en 1905, se transforme en travail forcé. L'espérance de vie atteint péniblement trente ans.

Pour s'assurer une meilleure domination, la France crée 4 grandes régions "naturelles" aujourd'hui encore existantes¹, avec chacune un peuple "majoritaire", le but étant de susciter des tensions entre Peul, Malinké, Susu, Guerzé, Kissi, Mano, Koniaté et Toma (les 5 derniers regroupés derrière le mot "forestiers").

Dès l'autorisation des partis politiques en 1947, la France s'empresse de créer et d'aider des mouvements régionalistes : séparer pour mieux dominer.

En tête de la contestation anti-coloniale

En 1953 éclate une grève menée par la CGT et Sékou Touré pour l'augmentation des salaires dans toute l'Afrique occidentale (AOF). Au bout de 72 jours, les grévistes obtiennent gain de cause, ce qui accroît la popularité de Sékou Touré. Le mouvement anti-colonialiste monte en puissance. Hadja Mafory Bangoura enflamme la foule contre la colonisation et prône la grève du sexe pour pousser les maris à se mobiliser. Face à la violence coloniale, elle crée avec Nabya Haidara une milice populaire de femmes qui conteste les rôles de genre.

En 1958, toute l'AOF est appelée à voter au référendum de De Gaulle pour la constitution de la Vème République, instituant une communauté franco-africaine qui porte les bases de la Françafrique. Or avec 1 million de voix contre et seulement 57 000 voix pour, la Guinée refuse ce pacte néocolonial. La France entreprend alors de déstabiliser ce pays qui ose lui tenir tête. Lors de l'indépendance, les archives et dossiers importants (état civil, plans géologiques) sont emportés, notamment le plan de construction d'un barrage hydroélectrique, laissant le pays dans le noir. En 1959, les services secrets français mettent au point l'opération « persil vert ». Ils inondent le pays de fausse monnaie afin de déstabiliser l'économie nationale. Le pays, dirigé par Sékou Touré, devient la cible de quatre coups d'État manqués et de nombreuses tentatives de déstabilisation.

Au sortir de la colonisation, la Guinée devient un pays non aligné suivant une ligne économique socialiste et panafricaine. A partir de 1978, la France reconnaît la Guinée, décennie où le socialisme est peu à peu abandonné. Paranoïaque, Sékou Touré met en place un vaste système de répression, basée sur une police secrète, pour éliminer physiquement ou interner dans des camps toute opposition.

Indéfectible soutien français

A la mort de Sékou Touré en 1984, Lansana Conté prend le pouvoir par un coup d'État et s'y maintiendra jusqu'en 2008. Une fois au pouvoir, ce qui reste du système socialiste est démantelé. L'instauration du multipartisme ne transforme pas la Guinée en modèle démocratique. Le pays s'ouvre au capitalisme mondialisé invitant les multinationales à exploiter les nombreuses ressources. Corruption dévastatrice, produits de base chers, salaires faibles : en janvier-février 2007, une grève générale massive subit une féroce répression: 137 mort.e.s et 1667 blessé.e.s. La violence du régime de Lansana Conté est répétée et bien connue pourtant, et même après les massacres de 2007, la France le soutient diplomatiquement et militairement. Elle fournit le régime en armes et en « matériel anti-émeute », probablement utilisé pour réprimer les manifestations, comme l'avait dénoncé Survie à l'époque. Lansana Conté meurt en 2008.

Le capitaine Moussa Dadis Camara prend alors le pouvoir par un coup d'État, immédiatement légitimé par la France. Très médiatique il apparaît énormément à la radio et la télévision, c'est le « Dadis Show ». En septembre 2009, Patrick Balkany (le M. Afrique de Nicolas Sarkozy) le félicite et encourage sa candidature à l'élection présidentielle. Peu de temps après, le nouveau régime s'illustre par un massacre de grande ampleur : le 28 septembre 2009, un rassemblement pacifique revendiquant la démocratie se tient au stade de Conakry, la répression fait près de 200 mort.e.s et plus d'une centaine de viols collectifs, entre autres horreurs³. La France suspend enfin, mais pour quelques mois seulement, sa coopération militaire avec la junte. Visé par une tentative d'assassinat, Dadis Camara quitte le pouvoir en 2010.

^{1.} Guinée maritime, moyenne Guinée, haute Guinée, Guinée forestière

^{2.} https://www.hrw.org/fr/news/2009/10/27/guinee-le-massacre-du-28-septembre-etait-premedite

LA GUINÉE : UN PAYS RICHE ?

La Guinée, capitale Conakry, est un pays de 13 millions d'habitants, grand comme à peu près la moitié de la France (245 857 km²). Le pays a énormément de ressources : bauxite utilisée pour faire de l'aluminium (première réserve mondiale), fer, zinc, or, diamants, bois, de grandes ressources hydrauliques (devant lui assurer prospérité agricole et électricité abondante). Malgré cela, avec une espérance de vie de 62 ans, 2/3 de la population n'a pas

accès à l'électricité et l'eau courante. Un.e guinéen.ne sur deux vit avec moins de 1.10 euro par jour.

L'extraction minière domine l'économie mais contribue seulement au tiers du budget de l'État et pourvoit très peu d'emplois. Les Guinéen.ne.s ne bénéficient donc pas de l'exploitation du sous-sol. Les populations locales sont fortement impactées par l'extractivisme : eau polluée, agriculture et pêche menacées.

L'espoir déçu

C'est là qu'accède au pouvoir le francoguinéen Alpha Condé, connu comme un opposant de longue date, emprisonné sous Lansana Conté. Son élection suscite de très forts espoirs de changement et de démocratie, mais ils sont rapidement décus : répression et corruption se poursuivent. A l'annonce d'un référendum constitutionnel autorisant un 3e mandat, le mouvement social se développe. Le Front National de Défense de la Constitution (FNDC) mène le mouvement. La répression est affreuse : des dizaines de mort.e.s, de personnes torturées, et de très nombreux.ses prisonnier.es. Au moins 90 manifestant.e.s auraient été tué.e.s entre octobre 2019 et octobre 2020 (VOA, 12/10/2020). La France proteste pour la forme mais elle maintient sa coopération militaire avec les forces de répression. 11 coopérants militaires français forment directement leurs homologues guinéens et la France prépare elle-même des bataillons de soldats guinéens pour alimenter la Minusma (la mission de l'ONU au Mali, qui l'aide dans sa guerre au Mali). Face aux rivalités internationales croissantes, la présence militaire française permet d'arrimer la Guinée à la France.

Alpha Condé a aussi su soigner ses relations avec le monde politique et des affaires français. Dans son carnet d'adresses, il compte Francois Hollande, son 'ami et camarade' (*Jeune Afrique*, 30/03/21), ainsi que son 'copain' Bernard Kouchner (*France info*, 07/12/11), qu'il accueille pour ses activités de consultant. Lors de l'élection présidentielle de 2010, il est conseillé gracieusement par l'agence de communication Havas (détenue à 33 % par Bolloré). A la suite de ce coup de pouce électoral, la société Getma est brutalement évincée de la

gestion du port de Conakry qui revient à Bolloré. Une bonne affaire : la quasi-totalité de la bauxite extraite y transite. En 2011, le procureur Jean-Claude Marin avait classé sans suite la plainte pour corruption déposée contre Bolloré, permettant à ce dernier de faire valoir la prescription des faits de corruption en 2019. Mais le milliardaire restait poursuivi pour « abus de confiance » et pour des faits similaires au Togo. Bolloré a alors négocié avec le Parquet national financier un plaider-coupable (il a donc reconnu la corruption) écopant de seulement 375 000 euros d'amende. En février dernier, le Tribunal de Paris a refusé l'accord, jugé trop clément (Le Figaro, 21/03/2021).

Quelques mois après son élection, le mouvement des entreprises de France (MEDEF) visite le pays à l'appel d'Alpha Condé. Bouygues, Areva, EDF ou encore Sanofi cherchent là une nouvelle source de profit. L'entreprise Orange, implantée dès 2007, devient leader du marché de la téléphonie mobile, un secteur très rentable nogrâce aux cartes prépayées "choco malin". Profitable aussi pour le régime, puisqu'Orange n'hésite pas à couper le réseau internet les jours d'élections ou de mobilisation, en prétextant des « incidents »3. Dans le domaine minier, les entreprises françaises ne sont pas en reste non plus. En 2015, une start-up française est créée, l'Alliance Minière Responsable (AMR), pour faire « la mine différemment », avec le soutien de grands noms grâce au carnet d'adresses d'Arnaud Montebourg : Xavier Niel (Free), Anne Lauverger (ex-Areva), Edouard Louis Dreyfus. Elle exploite principalement une mine de bauxite guinéenne et est rapidement rattrapée par une vaste affaire de corruption et de fraude fiscale (voir Billets n°302, novembre 2020). En 2017 Bouygues décroche le contrat d'exploitation minière de la bauxite (pour le compte de Guinea Alumina Corporation-GAC) à Tinguilinta.

Transition ou continuité ?

Fortement contesté dans le pays et sourd à tout compromis, Alpha Condé devient gênant tant pour Paris que pour Washington (L'Opinion, 06/04/20). Condé est renversé le 5 septembre 2021 par un coup d'État mené par Mamady Doumbouya. Marié à une officière de gendarmerie française, il a précédemment effectué des études militaires en France et fait carrière dans la légion étrangère française. Des scènes de liesse sont visibles à Conakry. Le Comité national du rassemblement et du développement (CNRD) prend le pouvoir. Mohamed Béavogui est nommé premier ministre le 6 octobre 2021. Il a fait carrière dans différentes institutions internationales (notamment à l'ONU) et c'est lui qui, lors de la grève générale de 2007 (sous Lansana Conté), avait été proposé pour le poste de premier ministre par les syndicats.

Tou.te.s les membres du CNRD sont visé.e.s par des sanctions de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) : gel de leurs avoirs à l'étranger et interdiction de voyager à l'international. La CEDEAO a également nommé un médiateur pour répondre à la "crise", nomination que le CNRD a refusée, qualifiant la situation de "transition" et non de "crise". Les réactions de l'opposition semblent pour le moment aller dans ce sens. Le coup d'État n'a pas surpris : « Alpha Condé ne tenait pas compte des droits de l'homme, ne respectait pas la constitution et a fait enfermer tous ceux qui levaient le petit doigt contre le 3è mandat. » selon Jacques Gbonimy, leader d'un parti d'opposition (France Culture, 06/09/20).

Les élections seraient prévues dans 2 ans, une charte de la transition remplace la constitution et a été saluée par le Front national de défense de la constitution.

Aujourd'hui, la France maintient ses relations avec le régime, en témoigne la cérémonie du 11 novembre à Conakry à laquelle ont participé conjointement militaires guinéens et français. ⁴ L'histoire a montré que la nature du régime lui importait peu, du moment que ses intérêts étaient protégés.

Guillaume Delarue

3.https://afriqueitnews.com/tech-media/orange-guinee-sexcuse-coupure-internet-evoque-incident/ 4. Site de l'ambassade de France de Guinée

HISTOIRE(S) ET PRÉSENT DE LA FRANÇAFRIQUE

En octobre 2021 est paru au Seuil l'ouvrage collectif *L'Empire qui ne veut pas mourir, une bistoire de la Françafrique*. Fruit du travail de 26 contributeurs et contributrices, il a été co-dirigé par Thomas Borrel (militant de l'association Survie), Amzat Boukari-Yabara (historien), Benoît Collombat (journaliste) et Thomas Deltombe (éditeur). Sans aucun doute, c'est un livre qui fera référence sur l'histoire de la Françafrique puisqu'il en retrace toutes les étapes depuis les années 1940. Mais surtout, il démontre, avec cette perspective historique et une analyse précise de l'actualité, que la Françafrique est toujours bien vivante. Première partie d'un entretien croisé avec les quatre co-directeurs.

Pourriez-vous expliciter, quand vous utilisez le mot Françafrique, de quelle France et de quelle Afrique parlezvous? De quelle nature est le lien insécable entre elles puisque le mot Françafrique est un mot-valise?

Thomas Deltombe: Pour comprendre le terme Françafrique, peut-être faut-il d'abord l'envisager comme une représentation mentale. Selon nos recherches, ce terme apparaît pour la première fois dans un éditorial en une du journal L'Aurore, le 15 août 1945, au moment de la capitulation japonaise. L'auteur de ce texte, le journaliste Jean Piot, voit dans la relation de la France avec ses colonies africaines le socle sur lequel le pays pourra retrouver son « rang » dans le nouvel ordre mondial. « Il nous faudra, écrit-il, concentrer notre effort sur l'essentiel – sur ce qui, dans le monde nouveau, doit faire, à l'avantage commun, bloc avec nous : sur ce que j'appellerai la "Françafrique". »

C'est cette idée de communauté de destin et d'intérêt que l'on retrouve chaque fois dans ce concept. Du point de vue français, la Seconde Guerre mondiale semble avoir illustré cet intérêt commun. Les territoires africains et leurs habitants ont joué un rôle déterminant dans le conflit : c'est grâce à eux que la France peut s'asseoir à la table des vainqueurs. Côté africain, on retrouve cette même idée du côté de certains leaders africains, à commencer par Félix Houphouët-Boigny, souvent présenté – à tort – comme l'inventeur du mot « Françafrique » (qu'il n'a en réalité utilisé que par inadvertance, dix ans après Jean Piot). Au milieu des années 1950, en pleine guerre froide, Houphouët développe la même idée : dans un monde de concurrences géostratégiques et de nécessaires interdépendances, la France et ses dépendances africaines doivent rester soudées et refuser de céder aux chimères de l'indépendance nationale. Pour faire passer cette idée, il décrit la « communauté franco-africaine » qu'il appelle de ses vœux comme un acte de solidarité permettant la sauvegarde des « intérêts communs » par l'assimilation progressive des sociétés française et africaines.

L'idée de Françafrique repose sur une géographie imaginaire, qui décrit la Méditerranée comme un lac intérieur et le Sahara comme un trait d'union, qui vante l'union des peuples par-delà les frontières et qui justifie finalement la perpétuation du lien impérial par-delà la décolonisation. Cette idée de « couple franco-africain » ou de « famille franco-africaine » sera entretenue pendant des décennies, jusqu'à nos jours. Mais aucun des zélateurs de cette utopie apparemment généreuse ne détaille la nature des « intérêts communs » ainsi sauvegardés. Or c'est évidemment là que tout se joue : derrière cette géographie imaginaire et les déclarations d'amour se cache une alliance asymétrique de type élitaire visant à garantir les intérêts géostratégiques et économiques de la France, d'une part, et les intérêts des fractions dominantes des sociétés concernées, d'autre part. La Françafrique, dans l'acception qu'en donnent des gens comme Piot ou Houphouët, est d'abord un concept masque qui vise à justifier la dépossession des peuples africains : dépossession de leur souveraineté et de leurs ressources.

Là où les choses deviennent intéressantes, c'est que ce concept « imaginaire », et à certains égards utopique, a enfanté un système institutionnel tout à fait réel à partir des années 1950, qui a façonné d'une manière très singulière le néocolonialisme français après les indépendances africaines de 1960.

En introduction de votre livre, vous utilisez l'image des "deux faces" de la Françafrique. Quelles sont-elles ? Cette image doit-elle désormais remplacer la métaphore de l'iceberg, longtemps utilisée pour décrire ce système françafricain ?

Thomas Borrel: On doit à l'ancien président de Survie François-Xavier Verschave l'image de l'iceberg pour décrire les relations franco-africaines : la partie émergée, environ un dixième du volume, représente l'image positive qu'ont les Français et les Françaises de ces relations et de cette fameuse « histoire partagée », celle faite d'aide et de générosité; et les 90 % émergés sont la partie invisible aux yeux du grand public, faite d'intrigues, de manipulations, de coups tordus, de corruption, de crimes en tout genre. Cette image, puissamment évocatrice, reste pertinente pour décrire la perception dans notre pays de la politique africaine de la France : nos concitoyens voient toujours cette partie émergée de l'iceberg, comme le disait Verschave.

L'image des "deux faces" est complémentaire : elle rappelle que la face institutionnelle faite notamment de coopération et d'aide au développement — celle sur laquelle s'est construite la partie émergée de l'iceberg — est historiquement et structurellement indissociable de la face occulte des relations franco-africaines — celle qui choque le plus lorsqu'on met le nez sous l'eau pour voir la face immergée que décrivait Ver-

schave. L'idée des deux faces d'une même pièce franco-africaine a surtout l'avantage de rappeler que l'une ne va pas sans l'autre : il n'est pas possible de s'offusquer des barbouzeries et du soutien clandestin à des coups d'État sans s'interroger sur les autres formes d'ingérence, en apparence plus "douces" mais qui poursuivent un même objectif stratégique, donc avec la même brutalité politique. Inversement, la face plus occulte a besoin, pour déployer pleinement son pouvoir de nuisance, de la matrice institutionnelle dans laquelle baignent les relations franco-africaines : a minima pour offrir une couverture aux actions clandestines, parfois comme appui logistique, ou tout simplement pour la connaissance et la surveillance du terrain.

Quand il est question de la politique de la France en Afrique, on entend souvent le terme de « coopération ». Comment peut-on la définir ? Quel rôle jouaient les coopérants au moment de la décolonisation, quel rôle jouent-ils aujourd'hui ?

Amzat Boukari-Yabara : Un peu comme pour « les médias » et « les journalistes », il faut distinguer ce qui fait système et le rôle des individus qui contribuent, parfois bien malgré eux, à ce système. On a justement sollicité la sociologue Claire Cosquer qui décrit, dans un chapitre sur les coopérants, la façon dont des trajectoires individuelles se sont intégrées à un système par essence néocoloniale. La coopération, pensée comme une politique développementaliste, émerge dès les années 1940 mais se matérialise vraiment au moment des indépendances, pour ficeler celles-ci dans ce que l'ancien Premier ministre Michel Debré qualifiera de « toile d'araignée » dans ses Mémoires. Le pouvoir français recycle alors littéralement une partie de ses administrateurs coloniaux dans un nouveau ministère, dédié principalement aux pays africains de la Communauté, pour chaperonner la mise en place des nouveaux États et veiller à ce que leur politique préserve les intérêts de Paris : la Coopération, avec une majuscule, désigne ce ministère qui sera intégré en 1998 au Quai d'Orsay.

À partir de la fin des années 1960, comme l'explique Claire Cosquer, la coopération a permis d'intégrer au néocolonialisme les milieux progressistes français, dont étaient issus nombre de coopérants, puisqu'ils participaient chacun à leur niveau, même



sans le vouloir, du système de domination français ainsi reconfiguré. Aujourd'hui, bien que moins nombreux et de plus en plus rarement désignés sous ce terme, ils continuent de jouer ce rôle, lié à la « face institutionnelle » de la Françafrique.

La France est intervenue plus de 60 fois en Afrique depuis le début des années 1960. Y a-t-il un trait commun à toutes ces interventions? Quelles sont les modalités d'engagement de l'armée qui ont changé et celles qui se retrouvent quasiment à l'identique depuis 60 ans?

Thomas Borrel : Ce qui est intéressant quand on regarde le temps long, c'est justement de noter les permanences. On retrouve ainsi, depuis la veille des indépendances, des réflexions sur le « désengagement » partiel de l'armée française en Afrique : réduire la présence sur place sans perdre en influence (notamment en misant sur la capacité à projeter des hommes et du matériel rapidement sur un théâtre d'opérations) est un véritable leitmotiv des officiels français depuis 1960. Un des moyens consiste à s'appuyer sur les armées africaines, en les encadrant directement puis indirectement : c'est encore le cas aujourd'hui avec une présence de quelques coopérants militaires français à des fonctions stratégiques de conseil au sein des états-majors d'Afrique francophone, y compris dans certaines des pires dictatures du continent. Et c'est d'ailleurs sur un renforcement de cette coopération militaire que repose en partie le projet de réduire les effectifs de Barkhane, au Sahel, en changeant l'opération de nom au passage. Le ministre des Affaires étrangères a ainsi précisé sur BFM-TV,une semaine après l'annonce d'Emmanuel Macron sur la « fin » de Barkhane, que la présence militaire française allait désormais consister en « moins d'emprise, mais peut-être plus de muscle ». En réalité, c'est plutôt l'inverse : peut-être moins de muscle en apparence, mais sans réduire l'emprise.

La "lutte contre le terrorisme" est-elle une excuse plus acceptable que le "maintien de la stabilité" longtemps invoqué pour justifier l'engagement armé de la France ?

Thomas Borrel : La justification fourretout de la « stabilité », au nom de laquelle on soutient des régimes tyranniques sous prétexte d'éviter le chaos, a en effet servi historiquement de motif assumé à des interventions militaires : il s'agissait pendant la guerre froide d'empêcher un pays du pré carré de se rapprocher de Moscou. Mais elle imprègne toujours la politique africaine de la France. En juillet 2018, Emmanuel Macron, alors à Lagos, est interrogé par un

journaliste sur la situation au Cameroun, dirigé depuis 1982 par Paul Biya qui va briguer un nouveau mandat quelques semaines après, et où une guerre civile ravage les deux régions anglophones frontalières du Nigéria depuis 2017. Le président français réussit à utiliser quatre fois le mot « stabilité », en deux minutes, pour expliquer sa position sur ce pays, dirigé par le même homme depuis quatre décennies, et qui vascille tel un château de cartes sur le point de s'écrouler. Même au plan militaire, cette idée reste sous-jacente, par exemple quand on nous explique, comme avec l'opération Serval en 2013, que la France intervient pour empêcher l'effondrement d'un territoire aux mains de « terroristes », donc dans cette idée de conserver une stabilité institution-

Le prétexte de la « lutte contre le terrorisme » en est en quelque sorte un prolongement sémantique. C'est un objectif flou, propice au deux poids deux mesures : on peut ainsi désigner un ennemi tout en décrétant que tel groupe armé n'est pas « terroriste » ou que tel régime tyrannique ne « terrorise » pas la population, là où le prétexte de la « stabilité » permet de dénoncer par exemple une révolution tout en fomentant un coup d'État dans le pays voisin. Et les interventions menées au nom de cette « guerre contre le terrorisme » s'avèrent contre-productives puisqu'elles alimentent un ressentiment contre l'armée d'occupation, en poussant des habitants exaspérés à prendre les armes contre elle, comme le soutien « stabilisant » apporté à des dictatures pouvait autrefois pousser les victimes de ces régimes à rejoindre des rébellions armées d'inspiration marxiste.

Quel que soit le prétexte, cela flatte une conception paternaliste conférant au drapeau français la fonction d'étendard protecteur, tout en présentant le problème de telle sorte que la conduite à tenir semble évidente : qui pourrait être contre la stabilité ou, pire encore, contre le fait de lutter contre le terrorisme ? Avec, dans ce dernier cas, l'intérêt évident d'attiser les peurs des Français pour rendre plus acceptable d'engager des moyens financiers et humains. La puissance légitimatrice de l'argument en est décuplée.

À l'heure de la mondialisation, du libéralisme économique et des paradis fiscaux, l'État joue-t-il encore un rôle dans le pillage des matières pre-

mières ? Après les nombreuses privatisations, peut-on encore parler d'entreprises 'françaises' ?

Benoît Collombat : La Françafrique a parfaitement su s'adapter à la mondialisation néolibérale. À partir des années 1990, l'État se met au service des entreprises privées, ex-« champions nationaux » connectés à la dérégulation des marchés financiers voulue par les élites politiques dix ans plus tôt. L'adaptation est d'autant plus facile qu'elle est renforcée par les multiples allers-retours (portes tournantes) entre les entreprises publiques, l'État et le secteur privé. À l'image d'un Dominique Strauss-Kahn, ancien ministre de l'Économie et ex-directeur général du FMI, qui « conseille » le Togo ou le Congo-Brazzaville pour restructurer leur



Dessin initialement publié dans nos colonnes en 2012

dette, les élites politiques et militaires se mettent au service de firmes branchées sur la Françafrique.

Dans notre ouvrage, nous publions une carte qui a le mérite de donner clairement à voir cette emprise économique et géographique de multinationales françaises trop souvent invisibilisées par les médias dominants: Vincent Bolloré, groupe Castel (brasserie), Total, Orange...

Loin de subir la concurrence étrangère en Afrique, ces entreprises s'accommodent souvent fort bien de la présence chinoise souvent agitée comme « épouvantail » à travers le terme de « Chinafrique ». Ainsi, Bolloré n'a eu aucun problème à s'allier avec le groupe chinois de BTP CHEC pour décrocher la gestion du terminal à conteneurs du port en eau profonde de Kribi au Cameroun. Comme le dit lui-même le président

du Medef Geoffroy Roux de Bézieux dans les colonnes de Jeune Afrique en juin 2021 : « On entend souvent ici et là que nos entreprises seraient en retrait, mais il y a un effet trompe l'œil. La réalité est simple : nos entreprises progressent et investissent en Afrique. Les chiffres sont très clairs : en dix ans, les entreprises françaises ont doublé leur stock d'investissement, passant de 20 à 40 milliards d'euros. » Autrement dit, si la part de marché du « gâteau » économique global baisse, le chiffre d'affaires, lui, augmente pour les entreprises françaises.

Une société comme Total symbolise parfaitement cette Françafrique mondialisée : après avoir absorbé Elf, rouage essentiel de la Françafrique, l'entreprise pétrolière et gazière n'est désormais plus contrôlée que par une minorité d'actionnaires français. Ce qui ne l'empêche pas de continuer à fonctionner en quasi-symbiose avec la République française, un « gouvernement-bis » pour reprendre l'expression du philosophe Alain Denault. Pétrole, bois, produits agricoles, manganèse, phosphates, etc. : le pillage des ressources des pays africains n'a donc jamais cessé, comme le montre par exemple la catastrophe économique, écologique et sanitaire provoquée par l'exploitation d'uranium (contrôlée par l'État français, via la Cogema puis Areva, rebaptisée Orano) au Niger et au Gabon.

Dans ce contexte, l'aide publique au développement semble être le dernier bastion réellement « public » de ce volet économique de la Françafrique, ou en tout cas présenté comme tel. Est-ce réellement le cas ?

Thomas Borrel: L'aide au développement est incontestablement un puissant levier économique d'influence, même si la France n'est pas la seule à l'actionner : cela offre à ses défenseurs une justification au plan moral, mais l'outil d'ingérence qu'elle représente est bel et bien une des branches de la Françafrique. Au plan économique, il existe bien d'autres outils, aux spécificités plus ou moins marquées : en premier lieu le franc CFA, auquel Emmanuel Macron n'a absolument pas mis fin; les outils pour promouvoir les intérêts français comme les « Contrats désendettement développement » (C2D), les prêts du Trésor français, la garantie à l'export (qui a été transférée de la Coface à BpiFrance sous François Hollande), STOA qui est une filiale commune de la Caisse des dépôts et consignations et de l'Agence française de développement créée en 2016, l'Organisation pour l'harmonisation africaine du droit des affaires (OHADA), etc. Même la Francophonie, dans sa mission de promotion linguistique et culturelle, est présentée dans les rapports officiels comme un puissant levier d'influence économique.

Votre livre s'arrête à l'annonce du sommet France-Afrique organisé par Emmanuel Macron et Achille Mbembe à Montpellier en octobre 2021. Comment analysez-vous ce sommet et les décisions qui y ont été prises ? Est-on entré dans une nouvelle phase ?

Amzat Boukari-Yabara : On ne peut pas réellement parler de « sommet » car l'échange asymétrique entre le président français et une dizaine de jeunes Africains triés sur le volet et issus de la société civile contient une forte dimension paternaliste. Le choix de ne pas inviter les présidents africains, qu'ils soient démocratiquement élus ou qu'ils aient confisqué le pouvoir, enlève paradoxalement toute légitimité à cette rencontre et aux décisions qui en ressortent. Surnommés les « pépites », les jeunes qui ont débattu avec Macron avaient eu l'occasion de répéter chacun leur intervention en amont. L'une des intervenantes qui a comparé la relation France-Afrique à une marmite sale l'a d'ailleurs maladroitement reconnu. Les débats n'avaient donc rien de franc, sincère ou spontané. Macron a fait semblant d'être bousculé.

La collaboration d'un panel de personnalités africaines réunies par Achille Mbembe, qui n'a cessé de justifier le bien-fondé de sa mission et de clamer son admiration pour l'ouverture d'Emmanuel Macron sur la relation France-Afrique, rappelle que les élites africaines ont toujours joué un rôle pour étouffer les contestations radicales. Le sommet de Montpellier est d'ailleurs à mi-chemin entre le sommet organisé en 2010 par Barack Obama qui avait invité des « jeunes leaders » africains à la Maison-Blanche et celui organisé par Vladimir Poutine en 2019 à Sotchi, où un espace avait permis à des activistes d'attaquer la France. Macron a voulu créer un espace de critique libre de la relation France-Afrique sans comprendre que le fait même de créer et contrôler les critiques ne fait que discréditer davantage la France aux yeux des Africains. Des organisations de

jeunesse dans plusieurs pays africains ont publiquement renié les jeunes de Montpellier qui prétendaient les représenter. Des organisations en Afrique et en France ont organisé des contre-sommets. Et Macron a déroulé son agenda qui correspond à l'idée d'une reconquête des cœurs et des esprits de la jeunesse africaine.

Les thématiques choisies autour de l'entrepreneuriat, la culture, le sport ou l'engagement citoyen renvoient à la recherche d'un nouveau « soft power » français en Afrique. L'annonce d'un fonds de 30 millions d'euros en faveur de la démocratie participe aussi d'une forme d'ingérence française dans les affaires internes africaines. Le changement de nom de l'Agence Française de Développement (AFD) annonce surtout une nouvelle couche de peinture sur un système bien ancré qui utilise l'aide comme une arme politique et une domination économique. Une intervenante malienne a d'ailleurs naïvement interpellé Macron en disant que l'Afrique n'a pas besoin d'aide mais de « coopération », sans même réaliser l'histoire néocoloniale dont est empreint ce mot. Enfin, l'ouverture prochaine d'une Maison des mondes africains et des diasporas vise à faire taire certaines critiques fondées quant à l'invisibilisation des cultures et populations africaines de France. Nous sommes finalement entrés dans une nouvelle phase d'illusion de rupture avec le modèle françafricain.

Vous décrivez peu les ressorts idéologiques actuels de la Françafrique. Comment est-elle incluse, intégrée, dans un racisme structurel, culturel, qui empêche de s'en démarquer, d'opérer une réelle rupture?

Thomas Deltombe: Votre remarque me surprend puisque notre livre tente justement d'inscrire les relations franco-africaines actuelles dans l'histoire longue du colonialisme français! Colonialisme dont l'un des socles est évidemment le racisme forgé il y a déjà plusieurs siècles et qui revient de façon lancinante dans les innombrables déclarations des dirigeants français que nous citons tout au long de l'ouvrage. On le perçoit bien sûr dans les analyses négrophobes qui pullulent à l'époque coloniale mais également dans les déclarations d'un de Gaulle, qui peste contre les dirigeants « nègres » qui envahissent l'Élysée, dans les propos de Chirac, qui considère la démocratie comme un « luxe » inutile pour les pays africains, ou dans la célèbre sortie de Mitterrand affirmant à propos du Rwanda que « dans ces pays-là, un génocide n'est pas très important ».

Ce que nous expliquons dans le livre, à la suite d'autres analystes – comme Odile Tobner, par exemple, dans son livre Du racisme français –, c'est que le racisme structurel est la toile de fond de la Françafrique. Cette dernière n'aurait jamais pu perdurer et se renouveler si la société française n'était pas travaillée en profondeur par un indécrottable sentiment de supériorité. Comment les Français pourraient-ils accepter la politique menée en leur nom à cinq heures d'avion de chez eux – politique à bien des égards criminelle - s'ils ne considéraient pas, au moins implicitement, les peuples africains comme appartenant aux franges inférieures de l'humanité ? L'indifférence presque généralisée – à l'égard des sociétés maintenues dans une misère abyssale, à l'égard des peuples martyrisés par nos « amis » dictateurs, à l'égard des migrants qui meurent par milliers en Méditerranée, etc. – est par elle-même révélatrice de ce racisme endémique qui s'enracine dans une très longue histoire. La lutte contre ce racisme est par conséquent l'une des priorités si l'on veut un jour parvenir à des relations égalitaires entre la France et les pays africains.

Propos recueillis par Marie Bazin, Jean-Paul Cazard et Nicole Maillard-Déchenans

-SOUS LADIRECTIONDE THOMAS BORREL
AMZAT BOUKARI YABARA
BENOÎT COLLOMBAT
THOMAS DELTOMBE



UNE HISTOIRE DE LA FRANÇAFRIQUE

Guerres, pillages, racisme, coups d'État, corruption, assassinats...

SEUI

TOUTE HONTE BUE

L'inénarrable Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étarngères, a fait une longue interview dans *Le Monde* le 19 novembre. Une fois n'est pas coutume, nous en publions des extraits sans les commenter, tant ses propos sont une perle d'hyprocrise et de déni et se suffisent à eux-mêmes... Amusez-vous à remplacer "la Chine" ou "la Russie" par "la France" et "la milice Wagner" par "les mercenaires français" et vous obtiendrez une dénonciation en règle de tous les mécanismes bien connus de la Françafrique, passés comme actuels.

Questionné sur les effets de la pandémie sur les relations internationales, il répond :

« Nous constatons non seulement la brutalisation des rapports, mais aussi une véritable course à la puissance, aggravées par une compétition des modèles. Nos concurrents n'ont ni tabous ni limites : ils projettent des milices privées partout, détournent des avions, font exploser des satellites, ils subordonnent des peuples, siphonnent des ressources sur certains continents, je pense à l'Afrique, en obligeant les pays concernés à crouler sous l'endettement. Il faut agir maintenant, sinon l'histoire ne nous attendra pas. »

A propos des partenaires de la France au Sahel:

« Au Tchad, il n'y a pas eu de coup d'Etat, mais une mort au combat. Ça n'a rien à voir avec ce qui se passe au Mali. Un processus de transition est en cours et n'empêche pas le Tchad de tenir ses engagements dans le cadre de la force conjointe du G5. Le dialogue national, annoncé par le président Mahamat Déby, est en train de se mettre en place et va aboutir à des échéances électorales. Au Burkina Faso, le président, Roch

Marc Christian Kaboré, a été réélu dans des conditions reconnues par tous comme globalement normales. Il en va de même avec les présidents Mohamed Bazoum, au Niger, et Mohamed Ould Ghazouani, en Mauritanie. Il faut également les soutenir.

Il est vrai qu'en Afrique beaucoup d'Etats sont fragilisés, ce qui se traduit par une perte de souveraineté. Ils font confiance à des partenaires extérieurs pour assurer leur sécurité ou ce qu'ils pensent être leur développement économique alors qu'il s'agit souvent de prédation. C'est le cas avec la Chine, mais aussi d'autres pays, comme la Russie en République centrafricaine [RCA]. Je vois aussi ce qui se passe en Ethiopie, au Soudan mais aussi au Mozambique. Dans ce contexte, il est très important que la présidence française de l'UE puisse, au moment du sommet UE-UA [Union africaine] prévu en février 2022, porter un nouveau deal entre l'Afrique et l'Europe, dans la continuité, notamment, du sommet sur le financement des économies africaines que le président Macron a tenu en mai.

Sans cela, nous irons vers les dislocations, les affrontements, les prédations et les guerres par procuration. Nous sommes attendus. Si nous ratons ce rendez-vous, nous aurons des remplaçants. C'est maintenant qu'il faut jouer cette carte-là. »

A propos de la présence chinoise en Afrique :

« Les responsables africains se sont rendu compte qu'il s'agit d'un marché de dupes : certes, ils ont pu bénéficier dans l'immédiat d'infrastructures, parfois spectaculaires, construites par des Chinois avec l'argent des Africains dans le but affiché développement, mais, à la fin, ils mettent leur pays sous tutelle en raison de l'endettement majeur qu'ils sont obligés de contracter pour financer ces infrastructures. De la même manière, le comportement de Wagner éveille chez beaucoup d'acteurs des suspicions, voire des hostilités, y compris en RCA. On sait bien que Wagner se sert sur la bête avec les ressources minières, qu'il ne respecte pas le droit, viole ses engagements, sans garantir pour autant la sécurité de l'Etat.»

1. Le groupe Wagner est un groupe militaire privé russe, officieusement lié au Kremlin, qui serait actuellement présent au Mali pour participer à la "lutte contre le terrorisme". Des mercenaires de Wagner sont également présents en Centrafrique et en Libye.

SOUTENEZ-NOUS: ABONNEZ-YOUS!

Pour décrypter la politique de la France en Afrique, retrouvez dans votre boîte aux lettres douze pages d'analyse critique des principaux faits de l'actualité franco-africaine. Billets d'Afrique est entièrement réalisé par des bénévoles¹, militant-e-s au sein de Survie, une association qui dénonce la Françafrique depuis 1984.

DAFRIC PAFRIOUS
SURVIE

■ OUI, je m'abonne pour un an (soit 11 numéros) à Billets d'Afrique. Je renvoie ce bulletin complété, accompagné de mon paiement à : Survie - 21ter, rue Voltaire - 75011 Paris

■ OUI, je souhaite recevoir Billets d'Afrique au format numérique, par email, plutôt qu'en papier.

Modalités de paiement : chèque à l'ordre de Survie - Virement bancaire IBAN : FR76 4255 9100 0008 coopératif, précisez l'objet sur l'ordre de virement - Vous pouvez aussi payer en 4 échéances prélèvement automatique, nous contacter : contact@survie.org (+33)9.53.14.49.74

¹La parution dépend des contraintes dues au bénévolat : les numéros peuvent prendre du retard.

nom:	
prénom :	
adresse:	
CP:	
ville:	
email :	

TARIFS France 25€, Petits budgets 20€, Étranger et outre-mer 30€